

Au 14^e Congrès du P. C. F.

THOREZ prend l'offensive... l'opposition continue (voir page 4 et 5)

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Halte à la repression
Libérez MULOT, GARESTIER
militants de la F.C.L.

(voir page 2)

Un gouvernement des travailleurs P. S. - P. C. F.

POUR - Faire la Paix - Faire payer les riches

Les députés n'ont pas encore décidé comment ils feront payer au peuple de ce pays la note de la guerre d'Algérie. Impôts, emprunts, les deux ? Ils hésitent, ne voulant pas toucher aux bénéficiaires et n'osant pas mécontenter leurs électeurs. Ils tournent autour de 80 milliards d'augmentation d'impôts sur le revenu, 150 milliards d'emprunts et le reste jusqu'aux 300 milliards que coûte déjà la guerre en trucs de trésorerie. Quelque soient les proportions de ces différentes « solutions » de loin la plus grande portion de la note sera payée par les travailleurs : leurs revenus sont indissimulables et supporteront directement l'augmentation de l'impôt — les impôts des commerçants et industriels ils les paieront par la hausse des prix, et l'inflation consécutive à l'ensemble aura le même résultat très peu de temps après.

Ramadier ressort la vieille plaisanterie du « blocage des prix » et en attendant applique le mécanisme Pinay à l'échelle mobile des salaires qui dans les faits fonctionne comme une échelle mobile des prix et un blocage des salaires.

Que ce soit ce plan ou d'autres astuces qui soient décidés par l'Assemblée une chose est certaine : si la guerre continue c'est que la politique de la bourgeoisie continue à être appliquée et donc que ce sont les masses populaires qui continueront non seulement à donner leurs fils pour le front mais aussi leur niveau de vie pour les frais à payer. Personne ne proposera et aucune Chambre n'acceptera que les grosses compagnies et les colons milliardaires qui ont tiré leur fortune du colonialisme soient expropriés pour financer la liquidation des frais de la guerre et la guerre elle-même et leurs biens rendus au peuple algérien. S'il fallait une claire démonstration de ce que la guerre coloniale est une guerre pour la défense des intérêts capitalistes et rien d'autre — ni « culture », ni « rayonnement spirituel » ni

grands principes n'ont rien à y voir sauf pour mystifier le payant — elle est maintenant chiffrée et simple comme une addition.

Mais cette démonstration arithmétique ne se fait pas seulement avec des chiffres indifférents. Sous ces chiffres vivent la gêne, la colère, la crise accrues. Ces impôts et cette inflation pourraient bien

constituer le point de départ d'une grande action ouvrière pour les salaires et le niveau de vie. En fait il faut s'y attendre pour la rentrée ou peu après et il n'est pas trop tôt pour les militants d'en méditer les implications. De toutes façons même si ces mouvements n'ont

JACQUES PRIVAS.

(Suite en dernière page)

Limites bureaucratiques et montée des masses

Depuis le 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. à Moscou il y a cinq mois, les événements se multiplient dans un monde caractérisé jadis par l'uniformité : la grève générale de Poznan et les manifestations du cercle Potoefi à Budapest ; les multiples déclarations de dirigeants de P.C. et notamment le 14^e Congrès du P.C. français au Havre, etc...

Dans son rapport célèbre Khrouchtchev avait dit la nécessité de laver le linge sale en famille. Un vœu pieux ! Les masses polonaises, les militants hongrois n'en avaient que faire.

Dès que le rapport Krouchtchev fut largement connu, le trouble se développa dans les rangs des P.C. Les directions de plusieurs de ces partis demandèrent à Moscou des explications. Ainsi sortit une résolution du C.C. de l'U.R.S.S. sur le culte de la personnalité.

Cette résolution est en contradiction avec le rapport Khrouchtchev. Dans celui-ci, il était dit que Staline avait mené le parti et le pays au bord de l'abîme, notamment dans la première période de la guerre. Dans la résolution du C.C., le « noyau léniniste » du C.C. (c'est ainsi qu'osent se qualifier les complices de Staline qui assurent à présent sa succession) prétend qu'il fut contraint de se taire parce qu'il y avait des victoires !

Élevé à l'école de Staline, ce noyau ô combien léniniste n'en est plus à une contradiction près. Pour les masses, le détronement de Staline était reçu comme une mesure sur la voie d'une politique destinée à leur assurer de meilleures conditions de vie et des libertés. Dans le dernier numéro de notre journal, nous avons indiqué quel était l'état d'esprit des travailleurs de Poznan, selon les informations d'un correspondant en Pologne du « Daily Worker » de Londres. Le président de la F.S.M., le député communiste italien de Vittorio a dit quelles étaient selon lui les sources du mal :

« Dans une économie socialiste, les travailleurs peuvent s'imposer volontiers des sacrifices,

relatifs aujourd'hui, afin de se garantir une source de plus grand bien-être, demain. Mais ici se pose le problème des limites supportables de ces sacrifices, limites qui, dans une société socialiste, peuvent être justement déterminées en plein accord avec les travailleurs. »

« Les événements de Poznan, indiquent que les syndicats se sont quelque peu détachés de la masse des travailleurs. »

Le C.C. du Parti ouvrier polonais a lui aussi dû reconnaître que la cause essentielle des événements de Poznan était le sort douloureux des travailleurs.

En Hongrie, on a vu les intellectuels appuyés par la sympathie du pays condamner le régime politique du pays, l'étouffement des libertés.

En face d'une telle situation, les dirigeants des pays de « démocratie populaire » ont bien entendu été obligés de prendre des mesures d'urgence pour apaiser le mécontentement, la colère des masses.

Mais, à côté de ces mesures, on voit se manifester dans ces milieux dirigeants une orientation bien caractéristique.

La résolution du C.C. de l'U.R.S.S. contient ouvertement une critique de certaines déclarations faites par Togliatti au lendemain de la publication du rapport Khrouchtchev. Au congrès du Havre, il y eut une condamnation qui pour être implicite n'en était pas moins nette.

Togliatti avait dit qu'il y avait eu une dégénérescence du pouvoir en U.R.S.S. Il avait également déclaré que le P.C. de l'U.R.S.S. ne pouvait plus exercer son hégémonie sur le mouvement communiste qui, de ce fait, deviendrait « polycentrique ». Ces deux idées furent impitoyablement rejetées par les dirigeants soviétiques, et les dirigeants des P.C. présent au Havre leur ont emboîté le pas. Souslov était là pour donner le ton.

Pierre FRANK

(Suite en dernière page)

Un avertissement

La répression gouvernementale ne fait pas rétrograde à l'approche des vacances. Elle redouble plutôt d'ardeur ne pensant pas à avoir à redouter une riposte énergique en cette époque. Des dizaines de travailleurs restent écroués à Fresnes, au Fort du Hâ, à Montfluc, qui ont manifesté leur réprobation à la guerre d'Algérie lors du départ des « disponibles ». Un grand nombre d'entre eux appartiennent au P.C.F. Ainsi peut-on s'étonner de la réaction très molle de « l'Humanité ». Nous sommes loin de la campagne pour la libération de Henri Martin.

Claude Gérard est toujours à la Petite Roquette et la justice de Guy Mollet ne montre aucune velléité à ordonner sa libération.

Mais la bourgeoisie entend pousser plus avant sa répression. Les condamnations tombent drues, de nouvelles arrestations s'opèrent.

Des dizaines de travailleurs algériens passent en correctionnelle pour avoir participé à des grèves ou des manifestations. Ils sont traités par les juges avec une sévérité sans pareille, condamnés pour un rien, voire pour des motifs imaginaires à des dizaines de mois de prison ferme.

Les travailleurs ayant manifesté contre les départs des disponibles ces derniers mois commencent à passer devant les tribunaux des Forces armées, dont les sentences ont une raideur toute militaire. Deux rappelés qui avaient tiré la sonnette d'alarme d'un

train sont gratifiés de 3 et 4 ans de prison avec sursis.

Le jugement le plus inique en même temps que le plus symbolique, est celui qui atteint le jeune peintre caréneur des chantiers de Penhoët à Saint-Nazaire, Guy Bézier, condamné à cinq ans de prison ferme.

On reproche à ce jeune travailleur de moins de 20 ans d'avoir débranché les tuyaux qui reliaient la motrice d'un autorail à la remorque. En assénant cette peine massive les juges militaires ont voulu prendre une petite revanche sur un secteur prolétarien à la combativité légendaire. Le prolétariat de St-Nazaire saura relever le défi ! Combien étrange est le silence de « l'Humanité », seul quotidien à ne pas reproduire cette information.

Non content d'avoir réduit « Le Libéraire » au silence par ses saisies successives, la bourgeoisie vient d'arrêter des militants de la F.C.L. et cherche à frapper d'un coup décisif cette organisation en montant l'amalgame dénoncé par nos camarades.

Il s'agit dans tout cela, à n'en pas douter, de coups de sondage de la bourgeoisie qui veut mesurer les réactions possibles avant de systématiser et généraliser sa répression. Aussi la riposte ne doit-elle pas se faire attendre. Le front unique le plus large doit surgir pour arracher tous les militants sans discrimination des griffes de la justice coloniale.

Libérez Mulot, Garestier, militants de la F. C. L.

La Fédération Communiste Libéraire nous fait parvenir le communiqué suivant :

Vendredi 13 juillet, à 6 heures du matin, les responsables de la F.C.L., Fontenis, Joulin, Caron, Donnet, Mulot, Simon, Philippe, étaient arrêtés par la D.S.T., conduits rue des Saussaies et longuement interrogés, après que de longues perquisitions aient eu lieu à leurs domiciles.

Pendant ce temps, une perquisition était faite au siège de l'Organisation et du Journal, rue Saint-Denis, sans témoins : le courrier était saisi chez la concierge. La D.S.T. ne s'embarrasse pas de la légalité !

LE CAMARADE MICHEL MULOT A ETE ECROUE, la D.S.T. ayant trouvé chez lui une arme, ce qui est parfaitement justifié par les menaces de mort dont il a été l'objet de la part des fascistes.

D'autre part, au cours des interrogatoires, les policiers ont tenté de compromettre nos camarades à propos d'un tract publié par une organisation clandestine, la « Volonté du Peuple », et dont des exemplaires auraient été trouvés sur deux militants arrêtés par la Préfecture de Police, Garestier et Combes.

Nous ne nous permettrons pas de juger l'activité de la « Volonté du Peuple », mais nous nous insurgons contre la « Volonté du Gouvernement » qui consiste à vouloir mettre au compte de la F.C.L. des activités clandestines.

La fermeté et la netteté de nos camarades a permis de déjouer la machination : nos camarades ont démontré clairement que le tract en question n'était en rien comparable à la propagande de la F.C.L.

MACHINATION ? Oui ! et voici les preuves :

1° La D.S.T. ne pouvait agir que sur Commission Rogatoire du Commandant Giroux, Juge d'instruction du Tribunal militaire. Or, la commission rogatoire était délivrée « contre X » et c'est seulement sur les militants et responsables de la F.C.L. qu'on s'est acharné !

2° La Commission Rogatoire prévoyait perquisition et interrogatoire du Directeur du « Libéraire », la saisie de tous les numéros parus en 1955 et jusqu'en juin 1956 (!!) et c'était notamment le numéro du 7 juin qui était visé.

Notons, en passant, l'ahurissante saisie de tous les numéros parus !

Mais notons surtout que cette Commission Rogatoire ne fait aucune mention du tract de la « Volonté du Peuple ».

3° La Commission Rogatoire portant essentiellement sur le numéro du 7 juin est datée du 29 juin et a été reçue à la D.S.T. le 2 juillet.

Pourquoi les mesures de police le 13 juillet ?

4° La Presse et la Radio ont fait le silence le plus total.

La police a fait le black-out sur les arrestations.

Le Rapport Khrouchtchev commenté par la IV^e Internationale

vient de paraître dans un numéro spécial de « QUATRIEME INTERNATIONALE »

— Notre commentaire : Ce que Khrouchtchev ne pouvait dire.

— Le rapport Khrouchtchev.

— Le testament de Lénine.

— Un article de Trotsky sur le testament de Lénine.

— Thorez savait (une lettre de Thorez de 1924, en faveur de Trotsky).

Le numéro : 150 fr. — Les 5 : 600 fr.

C.C.P. Frank, 12648-46 Paris

64, rue de Richelieu

En vente dans les kiosques, librairies et au siège.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

64, rue de Richelieu, PARIS (2^e)

RIC, 03-52 et la suite -- Métro : Bourse

Au cours du mois d'août, la permanence sera assurée le vendredi de 17 h. 30 à 19 h.

NOTES INTERNATIONALES

GREVE DE L'ACIER AUX ETATS-UNIS.

Depuis plusieurs semaines, les aciéries américaines sont en grève. Le patronat qui craint de voir le marché engorgé utilise la grève qu'il a délibérément provoquée pour écouler ses stocks et le gouvernement, pour ne pas le gêner, n'invoque aucune des dispositions légales dont il pourrait user comme il le fit dans d'autres occasions pour stopper le conflit.

Les maîtres de l'acier voudraient obtenir des syndicats ouvriers qu'ils signent un accord pour ne pas faire grève pendant cinq ans. Les ouvriers résistent énergiquement, mais le dirigeant principal, D. McDonald, a laissé entendre qu'il était prêt à un accord de trois ans.

Une très grande lutte vient de s'engager en Angleterre dans l'industrie automobile, qui peut largement dépasser ce cadre, et affecter toute la vie économique et politique de la Grande-Bretagne.

GREVE DE LA B.M.C. EN ANGLETERRE.

La direction de la B.M.C. a délibérément provoqué le conflit, en renvoyant 6.000 ouvriers du jour au lendemain. Depuis plusieurs mois, une aile du capitalisme anglais qui voit venir la fin de la haute conjoncture est pour prendre l'initiative d'une attaque contre les ouvriers, créer du chômage, imposer grâce à la menace du chômage un blocage des salaires en dépit de la hausse du coût de la vie.

Jusqu'à présent, le gouvernement conservateur avait résisté à cette aile, craignant les résultats d'une lutte d'ensemble. La B.M.C. ayant pris l'offensive, on a vu le gouvernement mettre la police montée au service du patron contre les piquets de grève. Aussi, en réponse, les plus importants syndicats britanniques, notamment le T.G.W.U., sont venus à l'aide des grévistes.

Que fera le gouvernement conservateur ? Sera-t-il entraîné par l'aile marchante du capitalisme britannique, et dans ce cas c'est vers une lutte générale que l'on peut s'orienter, ou bien recherchera-t-il encore un compromis ? C'est ce que nous verrons au cours des prochains jours.

ABONNEZ-VOUS!

à « La Vérité des Travailleurs » bi-mensuelle

— 6 mois : 12 numéros 300 fr.
— 1 an : 24 numéros 600 fr.
— Sous pli fermé, respectivement 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat :

C.C.P. 6965-68 Paris,

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.

Réformes Sociales en U. R. S. S.

Le principal objet de la dernière session du Soviet suprême a été la nouvelle loi sur les pensions de vieillesse. Elle intéresse en fait toute la population, à l'exception des fermiers et des artisans individuels, soit moins de 0,5 % de toute la main-d'œuvre.

Les anciennes pensions étaient extrêmement basses et ne constituaient tout au plus qu'un supplément à un salaire qu'il fallait gagner en continuant de travailler. Selon la nouvelle loi, tout homme à 60 ans, toute femme à 55 ans, ayant travaillé pendant 25 (ou 20) ans aura droit à une pension. Les mineurs et autres travailleurs de force ont droit à leur retraite à 55 ans.

Le montant de la pension est déterminé par celui du dernier salaire. La poussée égalitaire qui se fait jour a obtenu que le pourcentage soit inversement proportionnel au salaire, mais n'a pu cependant parvenir à faire triompher la revendication d'un plafond de 900 roubles qui fut formulée. Aussi pour un salaire de 350 roubles, la pension s'élèvera à 85 % de celui-ci, pour 1.000 roubles elle sera de 50 %, et le plafond a été fixé à 1.200 roubles.

Le budget des pensions s'est élevé à 25,5 milliards de roubles. Il sera de 40 milliards l'an prochain.

Comme nous l'avons déjà signalé, une des principales questions à l'ordre du jour est celle de la réorganisation des salaires. Il faut signaler à ce sujet que dans un récent article de « Kommunist », organe théorique du parti, il est dit que pour le niveau actuel de développement de l'industrie soviétique, des salaires à la semaine uniformes constitueraient une méthode de paiement plus efficace que le salaire aux pièces dans nombre d'industries.

La principale question où le retard est effrayant est celle du logement. Il n'y a en moyenne que 7 mètres carrés de disponible par habitant.

SOUSCRIPTION, SOUTIEN AUX MILITANTS EMPRISONNES.

Les sommes suivantes nous sont encore parvenues :

Trois facteurs	1.000
Man	300
« Le Communiste »	2.400
A. Calvès	1.000
Armand	300
Jacques B.	3.000
Richard	150
Nguyen	150
Nguyen A.	150
X.	300
Toi	200
L.	100
Ot.	200
Peret	100
Remy	500
W.	500
Rob.	1.000

Total 12.200

Total précédent 104.974

Total général 117.174

Un grand pas vers la Fédération Nord-Africaine du travail

L'appui accordé à la cause algérienne par la Confédération internationale des syndicats libres qui groupe notamment les puissantes centrales syndicales d'Allemagne, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis a fait grand bruit avant d'être noyé dans le silence. Le coup a été d'autant plus rude qu'il vient de gens très proches de Guy Mollet-Lacoste. « L'Humanité » qui marie l'opportunisme vulgaire avec un sectarisme sans bornes dans l'information a passé les faits sous silence tout comme elle s'est tu sur le ralliement des forces combattantes du P.C. algérien au F.L.N.

La C.I.S.L. a donc admis comme membre l'Union générale des travailleurs algériens. Elle a en même temps refusé l'affiliation de l'U.S.T.A. proche de Messali « comme insuffisamment représentative ».

Nous avons déjà exprimé notre regret quant à cette division injustifiée sur le plan syndical. Il semble que l'appui accordé par les syndicats tunisiens et marocains à l'U.G.T.A. a pesé d'un certain poids dans la décision de la C.I.S.L. L'activité de l'U.G.T.A. en Algérie paraît du reste être prépondérante.

En dépit des arrestations répétées qui ont décapité cette organisation et de circonstances générales défavorables une activité syndicale intense se développe à travers le pays. « L'Ouvrier algérien » qui est l'organe de l'U.G.T.A. relate la formation de nombreux syndicats dans les entreprises et les corporations les plus diverses : ateliers de Panhard, Forges Garcia, Cartonnerie Moderne, Minoterie Duroux, syndicat des boulangers, des cheminots, des tabacs, des coiffeurs, des tramainots, des enseignants, etc. Des Unions locales ont été constituées un peu partout.

Les dirigeants de l'U.G.T.A. exercent une vive critique dans les colonnes de « L'Ouvrier Algérien » à l'encontre de F.O. et de la C.G.T. à qui ils reprochent de ne pas accorder un appui effectif à la révolution algérienne. La C.G.T. a changé d'initiales, elle n'en reste pas moins « une union régionale de la C.G.T. française », lui reproche « L'Ouvrier Algérien » qui invite les dirigeants à imiter leurs camarades de l'U.S.T.T. qui se sont intégrés dans la centrale nationaliste en Tunisie.

Immédiatement après la décision de la C.I.S.L. les trois organisations syndicales de Tunisie, du Maroc et de l'Algérie ont fait une déclaration commune affirmant leur solidarité et leur désir de constituer un front syndicaliste nord-africain.

Ces événements sont d'une importance capitale pour le développement algérien et nord-africain. C'est une grande étape vers la formation d'une Fédération nord-africaine du travail, instrument essentiel pour l'émancipation de la masse des déshérités du Maghreb.

Le peuple Malgache ne veut pas de la loi-cadre

Des nationalistes malgaches ont exposé leurs revendications actuelles au cours d'une Conférence de presse le 11 juillet dernier.

Rappelons que Madagascar a été colonisé en vertu de la loi d'annexion du 6 août 1896 qui résulte de la conquête militaire, les orateurs ont rappelé les diverses étapes du combat libérateur de leur peuple.

La terreur règne toujours dans l'île depuis les massacres mémorables de 1947, mais il ne faut pas se méprendre sur le calme apparent du moment. Les députés en résidence surveillée sont plus populaires que jamais et constituent les représentants les plus authentiques du peuple malgache avec qui l'on doit traiter. L'amnistie générale et la révision des procès infâmes sont la première revendication des nationalistes malgaches.

Voici la conclusion des leurs exposés : Mis en face d'institutions prévues par la loi-cadre que veut nous imposer le gouvernement français, nous voudrions donner les raisons de notre opposition et de notre scepticisme, et fixer les points essentiels de la solution que nous préconisons pour résoudre le problème malgache.

Tout d'abord parce que la loi-cadre a été élaborée d'une façon unilatérale dans un esprit où il est difficile de trouver le moindre souci de dialogue avec les représentants authentiques du peuple malgache ;

Parce que la solution contenue dans la loi-cadre ne saurait être une solution valable au problème malgache et qu'elle constitue un recul par rapport aux volontés exprimées par la délégation parlementaire malgache devant l'Assem-

Le pourrissement Algérien

L'impérialisme français est virtuellement encerclé. Le front algérien passe partout et d'aucun côté il n'y a de voie de salut pour un Guy Mollet pris à son piège. Le gouvernement est submergé de tous côtés à la fois. Sur le plan algérien, un déploiement militaire fantastique de plus de 400.000 hommes n'a pu entraver l'essor de la résistance algérienne, produit du sursaut national et révolutionnaire de tout un peuple. Ce peuple sait ce qu'il a à défendre et où il va. Il n'en va pas de même pour l'armée des « rappelés » et des « disponibles » jetée contre son gré dans l'aventure criminelle d'une reconquête perdue d'avance.

Sur le plan nord-africain, l'indépendance accordée à la saouette au Maroc et à la Tunisie dans l'intention d'isoler le foyer central du Maghreb a manqué son but. Nul n'aura la force, désormais, de maintenir asservie l'Algérie au milieu de ses deux voisins indépendants. Autre effet inattendu pour les apprentis-sorciers : la poursuite de la guerre en Algérie entraîne une détérioration constante des rapports avec la Tunisie et le Maroc. Aux incidents dans le Maroc oriental succède la rupture des négociations avec la Tunisie. Pas plus le Sultan que Bourguiba ne peuvent méconnaître le profond courant de solidarité active avec le peuple algérien qui est vivace au sein des deux populations et parmi les meilleurs militants nationalistes. L'aspiration populaire vers un Maghreb uni ne peut être contre-carrée ouvertement quelles que puissent être à cet égard les réticences secrètes des couches bourgeoises marocaines et tunisiennes. L'unité du Maghreb est la condition nécessaire pour une indépendance réelle et complète des trois pays nord-africains et leur essor économique, social et culturel.

Le front algérien a son prolongement en France. Il a fallu que la bourgeoisie cède les rênes du pouvoir à l'équipe socialiste Mollet-Lacoste-Lejeune pour réaliser l'envoi massif des jeunes en Algérie sans trop de dégâts. Encore a-t-il fallu que le P.C.F. prêle son concours en votant les pouvoirs spéciaux et en refusant l'organisation d'une action de solidarité massive et coordonnée avec les « disponibles » en vue d'empêcher leur départ.

Ce cap délicat péniblement franchi, le front algérien ressuscite sous une forme plus redoutable dans la métropole : il faut faire payer aux masses les 500 milliards de la nouvelle sale guerre. Le paiement d'une note aussi salée doit se traduire inévitablement par un abaissement très notable du niveau de vie des travailleurs : hausse des impôts et du coût de la vie, stagnation des salaires, augmentation des heures de travail, dépréciation de la monnaie, coup de frein brutal à la reconstruction.

Si l'effort conjugué des appareils socialistes et

communistes a été capable d'empêcher le débrayage des grandes entreprises et des services publics contre la mobilisation des jeunes pour la guerre d'Algérie, il deviendra infiniment plus difficile d'élever la mobilisation des masses et la préparation de la grève générale dans la prochaine période alors que les conditions de vie des travailleurs vont être brutalement atteintes.

Le front algérien passe aussi, plus que jamais, sur le terrain international. Le communiqué de Briani de Nehru, Nasser et Tito « exprimant leur sympathie pour le désir de liberté du peuple algérien » est un nouveau soufflet pour l'impérialisme français et vient souligner l'isolement croissant de la France sur l'échiquier international. Tout en essayant de consoler le public par la mise en relief d'une déclaration de l'ambassadeur des Etats-Unis, l'éditorialiste du « Monde » est obligé de convenir que l'appui des U.S.A. est des plus limités et pourrait venir à manquer à la prochaine assemblée de l'O.N.U. si la politique française ne s'oriente pas nettement vers un règlement pacifique du problème algérien.

Les échéances se précisent, là encore, très étroitement. A l'automne les fruits seront blets.

Robert LEBLOND

Lettre d'un "Rappelé"

Cher camarade,

Depuis deux mois maintenant je suis en Algérie. Comme beaucoup d'autres j'ai été moi aussi rappelé. Que te dire ?... J'ai tellement vu, tellement appris qu'il me semble que je suis ici depuis toujours et je t'assure que cette impression est partagée par la plupart d'entre nous. Dans le fond j'ai trop à dire pour n'en dire qu'un peu et cependant je ne peux le faire facilement car j'ai grand besoin de mettre de l'ordre dans mon esprit.

A partir du débarquement à Alger ça a changé pas mal le comportement de nous tous, cette fois on y était bien tu comprends et pour la première fois peut-être on s'en rendait tellement compte !

J'ai passé deux jours à Alger et mon premier contact avec les célèbres « pieds noirs » s'est fait au mess des officiers. C'était un dimanche à midi. Les tables étaient entourées de « brillants officiers » (en civil pour la plupart...) et de leurs femmes ou petites amies fort séduisantes. Tout ce beau monde pérorait en prenant l'apéritif ou dansant en parlant de projets de balades pour l'après-midi. Nous — un copain et moi — on est entré en tenue de combat et on a vu tout ça avec pas mal d'écoeurement. Mais le plus dur à encaisser ce fut de voir se dessiner sur les visages (hommes et femmes) des sourires « indulgents » à notre adresse avec un petit air de dire « regardez-moi ces gueules de rappelés !... » Je t'assure qu'il s'en est fallu d'un cheveu que je ne renverse les tables ! En tout cas j'attendais la moindre allusion à notre sujet.

Mais tout ça est déjà loin et depuis on devait en voir bien d'autres. Sans qu'aucun d'entre nous ait fait son service dans l'infanterie, on nous a baptisés « biffins » en nous promettant qu'on nous donnerait le temps de nous entraîner dans un coin tranquille. En fait au bout de dix jours on partait en patrouille. Notre premier contact réel avec la pacification date de ce jour là. Un européen avait été abattu dans notre secteur ; on est donc parti avec les gendarmes du coin à la poursuite de « l'assassin ». Evidemment on ne l'a pas trouvé mais les gendarmes bien renseignés ont amené son père et son frère sans compter un assez grand nombre de « suspects ». J'ai vu le père et le fils coiffés d'un casque et les gendarmes les amener à coups de bottes et à grandes giffles.

Quant aux « suspects » il faut voir la façon dont on les détermine. Alors là, mon vieux, l'arbitraire est roi. Une gueule qui ne te revient pas et ça fait un suspect de plus. Ce qu'on en fait ? Je vais te le dire car je l'ai appris il y a quelques jours : on les interroge. C'est banal hein ? Seulement tu me comprends, voilà comment on procède : bien sûr les bourrades, coups de pied, giffles pleuvent, mais ça on le connaît déjà de longue date. Ici on est beaucoup plus moderne on utilise le pentotal que l'on administre à bonnes doses (si le gars crève on s'en fout il y en a d'autres derrière). C'est paraît-il un des rares procédés qui réussissent à faire parler l'indigène. Je me suis demandé si on relâchait des suspects parfois... ils doivent être devenus très pacifiques tu ne crois pas ?

Cordialement.

Au 14^e Congrès du P. C. F.

THOREZ prend l'offensive

Tous les militants d'avant-garde ont suivi avec attention les débats du 14^e congrès du Parti communiste français. Leur intérêt n'empruntait rien à l'attrait du sensationnel qui caractérise la presse bourgeoise. Les questions qui se posaient à eux étaient d'ordre politique : quelle attitude la direction allait-elle adopter face aux problèmes de la déstalinisation ? Quelles modifications serait-elle contrainte d'apporter en raison des exigences de la base du parti, à la ligne opportuniste qu'elle préconisait ?

L'importance de ces problèmes était telle que beaucoup parmi les communistes qui s'étaient, ces derniers mois, opposés à la ligne officielle du parti attendaient énormément des décisions adoptées au Havre. Malgré leur expérience des pratiques de leur direction, ils espéraient que la volonté, clairement exprimée par les militants, de voir le parti adopter une orientation de classe prévaudrait sur le conservatisme des bureaucrates et qu'ainsi triompheraient le respect de la démocratie ouvrière et la fidélité au principe.

De ce point de vue, le 14^e congrès aura déçu toutes les espérances mises en lui. Rarement la démocratie fut aussi cyniquement violée ! Jamais le choix des délégués, bureaucratiquement désigné, ne fut aussi peu représentatif de l'opinion réelle du parti. Jamais unanimité aussi factice ne fut aussi systématiquement imposée à la masse des adhérents qui n'était unanime, en fait, que pour demander, avec plus ou moins d'âpreté, des modifications au régime du parti. Durant les quatre jours du congrès, toutes les interventions rivalisèrent d'approbation enthousiaste des positions de M. Thorez, alors que

SOUS LA BANNIÈRE DU STALINISME

L'apothéose du 14^e congrès fut, sans nul doute, l'intervention de M. Souslov, apportant au P.C.F. et à Maurice Thorez, « très cher ami », le soutien soviétique. Cet appui spectaculaire a une signification internationale de première importance, face à la lutte de tendance qui oppose à l'heure actuelle les diverses fractions du mouvement communiste international. En France, il a eu pour conséquence l'adoption inconditionnelle par le congrès des positions incluses dans la résolution du P.C. d'Union soviétique : toutes les déformations stalinienne ne sont qu'un sous-produit, sans réelle importance, de la marche victorieuse de l'U.R.S.S. vers le socialisme.

Il n'y a donc pas lieu, pour ceux qui défendent ce point de vue, de remettre en cause aucun des aspects essentiels de la politique suivie dans le passé par l'U.R.S.S. et les partis communistes du monde entier. Aussi n'est-il pas nécessaire non plus de définir une nouvelle politique pour répondre aux exigences de la situation actuelle. Faute de s'orien-

LA MYOPIE ÉRIGÉE EN SYSTÈME

A chacune des occasions où les luttes ouvrières ont été suffisamment généralisées pour que se pose concrètement le problème d'un combat d'ensemble contre la bourgeoisie, le P.C.F. s'est refusé à fixer aucune perspective capable d'impulser l'action des travailleurs. Et, faute d'orientation claire, le mouvement est retombé. Ainsi en a-t-il été en 1944, en août 1953, en septembre 1955.

A l'heure actuelle, la crise algérienne ébranle la bourgeoisie française. En soutenant la révolution nord-africaine, la classe ouvrière peut entamer une lutte décisive contre la classe dominante et son agence gouvernementale. Il faut, pour cela, inciter les masses à lutter pour un gouvernement nouveau, qui appliquera leur politique.

Les thèses ne contenaient rien de semblable ; le rapport de Maurice Thorez est tout aussi silencieux sur la question. La situation française y est envisagée sous l'angle du gouvernement existant, dont, à aucun moment, on n'envisage la chute éventuelle. Si le cessez-le-feu est revendiqué, c'est sans que soient indiquées les méthodes de lutte susceptibles de l'obtenir. Un fort mouvement de masse contre la guerre d'Algérie a agité le pays ; ce mouvement est maintenant au point mort, par la faute essentielle de la direction du P.C.F. qui en a freiné le développement. Malgré cela, pas un mot sur la tactique propre à provoquer un renouveau des manifestations dans le pays.

dans les cellules et les sections d'innombrables critiques avaient été émises. Rien d'étonnant dans ce décalage si l'on songe qu'en dehors des dirigeants ne montèrent à la tribune que des Kanapa ou des Jour'd'hui qui, lorsqu'ils défendent la ligne du Bureau politique, défendent leur présence à des postes responsables. En fait, toute l'orientation du congrès fut une orientation de combat politique et organisationnel contre une opposition qui fut d'autant plus vite déclarée battue qu'elle n'eut aucune possibilité de s'exprimer.

Ce lamentable spectacle n'ira certainement pas sans décourager certains militants. Il ne faut pourtant pas surestimer l'étalage de force bureaucratique auquel s'est livré la direction au congrès du Havre. Maurice Thorez et son équipe ont voulu profiter de la confusion politique qu'ils ont eux-mêmes semée pour regrouper autour d'eux une partie de la base, faire approuver leur politique passée, asséoir leur position dirigeante et prendre l'offensive contre les opposants. Ils ont partiellement réussi dans cette entreprise ; mais leur succès, basé sur une série de malentendus politiques, ne peut être qu'éphémère.

Et, en définitive, le 14^e congrès ne constitue qu'une étape dans le développement de la crise générale du P.C.F. L'évolution de la situation peut à tout moment mettre en pièces la laborieuse machinerie montée par la direction du parti. Aussi importe-t-il avant tout, à l'heure actuelle, de tirer de l'étude des positions adoptées par Thorez les conclusions qui aideront au progrès du courant de gauche qui se manifeste au sein du P.C.F.

ter vers la révision systématique des erreurs passées, les dirigeants du P.C.F. sont obligés, en pratique, d'ignorer les problèmes les plus importants posés par la dégénérescence bureaucratique de l'état soviétique ; cette attitude leur permet de maintenir, au détail près, toute leur ligne d'intervention.

Une des leçons du 14^e congrès est donc qu'il est impossible d'apporter de modifications importantes à la politique et au régime intérieur du Parti, sans procéder à une analyse scientifique du stalinisme, cause première de toutes les fautes passées. La différence d'attitude entre le P.C. polonais et le P.C. français est particulièrement probante à cet égard. C'est en Pologne où la définition d'une ligne politique nouvelle devient une nécessité impérieuse que la critique de Staline a été jusqu'ici la plus violente. En France, au contraire, la justification par la bande de tout le régime stalinien aboutit à la reprise de toutes les erreurs graves qui ont caractérisé la politique du Parti.

Tout se passe comme si la direction du P.C.F. n'envisageait qu'une solution bourgeoise à la guerre d'Algérie, et qu'elle fixait à la classe ouvrière la tâche de lutter pour un compromis limité, au lieu de lancer toutes ses forces dans la bataille afin que le mouvement national algérien aborde d'éventuelles négociations avec une position de force. De la même façon, M. Thorez ne semble admettre l'hypothèse d'une crise gouvernementale que pour aussitôt proposer la formation d'un gouvernement qui, tant par le programme qu'on lui fixe, que par ses conditions d'avènement ne se différencierait pas essentiellement du gouvernement créé par Mendès-France après Dien Bien Phu.

Dans le domaine revendicatif, les travailleurs se heurtent de plus en plus à l'intransigeance du gouvernement. Dans le domaine politique, le peuple tout entier subit les conséquences désastreuses de la politique du gouvernement. Dirigé par des socialistes, le gouvernement défend les intérêts de la bourgeoisie. Il doit céder la place à un gouvernement qui appliquera la politique des ouvriers, sous l'impulsion des masses en lutte. Lutter pour un tel gouvernement, au programme de classe, est la tâche de l'heure, posée en termes d'offensive. La direction du P.C.F. ne sait envisager que la défense du gouvernement Mollet contre une hypothétique attaque des ultras-colonialistes.

QUELLE

Cette timidité, cette absence de perspectives donnent à la politique de Front unique du P.C.F. un caractère extrêmement limité. C'est pourtant au nom de l'orientation unitaire qu'il suit maintenant que le Bureau politique justifie ses prises de positions les plus opportunistes. Et, effectivement, quel changement par rapport au 13^e congrès, et surtout aux années précédentes. Plus de sectarisme stupide à l'égard de la S.F.I.O., plus d'unité à la base seulement ! C'est le 14^e congrès lui-même qui lance un appel aux socialistes. Voilà qui ne peut que satisfaire tous les militants ouvriers. Voilà la voie d'un pacte d'unité d'action qui, comme en 1934, pourra entraîner l'ensemble des travailleurs à la lutte.

Unité d'action signifie toutefois, si l'on veut rester fidèle aux principes léninistes, des actions précises, mobilisatrices, entreprises sur des revendications anti-capitalistes, acceptées par l'ensemble de la classe ouvrière. Pas de pacte d'unité donc, sans un programme d'action. L'appel aux socialistes lancé par le congrès contient-il les éléments d'un tel programme ? Absolument pas. Certes on retrouve dans cette proclamation plusieurs des revendications essentielles du moment, la fin de la guerre d'Algérie notamment. Mais elles ne sont accompagnées d'aucune proposition d'action, d'aucune indication concernant les perspectives concrètes de la lutte commune. Un incident du congrès est particulièrement révélateur de l'unité que projette la direction du P.C.F. : Maurice Thorez s'est prononcé contre la proposition, faite par Lunet, d'inclure la revendication des 40 heures dans l'appel lancé aux militants de la S.F.I.O., car, selon lui, certains socialistes sont opposés à ce mot d'ordre. Quels socialistes ? Les travailleurs socialistes ? Certainement non ! Mais plutôt les gouvernants socialistes tout à leur tâche

L'EUROPE

Tout l'opportunisme de la direction du P.C.F., tout le caractère bureaucratique de ses méthodes apparaît dans la nouvelle position sur l'Europe adoptée dans le rapport de Maurice Thorez. Jusqu'ici le P.C.F. était opposé à tous les projets de Fédération Européenne ; il dénonçait, à juste titre, après Lénine, le caractère réactionnaire de tous les projets capitalistes d'Union Européenne. Mais là se bornait sa prise de position ; encore une fois, aucune perspective n'était offerte aux masses. A aucun moment la presse du Parti n'envisageait le mot d'ordre d'Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Et voici que le secrétaire général annonce, sans qu'aucune mention de cette position n'ait été faite dans les thèses et donc sans que les militants aient pu discuter la question, que les communistes français demanderaient de siéger à l'Assemblée de Strasbourg. Etant donné le caractère de cette assemblée, le moins que l'on puisse dire est qu'une telle

LES OBJECTIFS

Mais cette carence ne se prolonge pas dans le domaine des affaires intérieures du parti ; c'est pourquoi il est difficile de considérer le 14^e congrès comme « un congrès pour rien ». La tenue des assises nationales du parti a, au contraire, répondu à un besoin profond de la direction. La situation française est lourde à l'heure actuelle de possibilités de crise politique et sociale : les commentateurs les plus étrangers au mouvement ouvrier admettent la possibilité de grandes luttes revendicatives ; d'autre part, le pourrissement de la situation algérienne peut, malgré toutes les radomontades de Lacoste, déterminer en France des convulsions politiques de tout ordre. Les dirigeants du P.C.F. qui veulent maintenir la détente internationale plus que développer les luttes de masse savent que leurs militants, et tout particulièrement les cadres les plus liés au prolétariat, s'opposent de façon intransigeante à toute politique hésitante de la part de leur direction. Pour prévenir ce conflit, ou tout au moins l'aborder en ayant stabilisé ses positions au sein du Parti, il lui était nécessaire de réunir un congrès qui, préparé bureaucratiquement, renouvelle la confiance politique et organisationnelle d'une partie des adhérents en leurs dirigeants, fixe les limites politiques à

ive... l'opposition continue

UNITÉ ?

de gérants loyaux du capital.

Telle est donc l'unité poursuivie par l'équipe dirigeante du P.C.F., unité au sommet, sur les positions droitières de la direction socialiste. Malgré le changement de ton de « l'Humanité » sur les problèmes algériens, on ne peut donc espérer une politique militante de front unique. Car la véritable unité d'action vise à montrer dans l'action le décalage entre la volonté des militants sociaux-démocrates et la pratique de collaboration de classe de leurs dirigeants. Elle est faite d'appel à la direction socialiste pour des actions entreprises sur des mots d'ordre agréés par l'ensemble du prolétariat, non par les ministres ou ministrables de la social-démocratie. C'est sur une telle base que peut progresser la lutte ouvrière, soit que les dirigeants socialistes soient contraints à accepter certaines actions, soit que la vraie nature de leur politique apparaisse clairement par leur refus d'une action de classe.

Ce que cherchent à créer M. Thorez et ses collaborateurs, ce sont les conditions d'une collaboration avec la S.F.I.O. telle que celle qui a existé au temps du Front Populaire, puis du Tri-partisme ; collaboration étroite, mais menée sans égard aux intérêts immédiats et plus lointains du prolétariat, collaboration qui a abouti aux échecs de 1938 et de 1947.

Seulement, si le Bureau politique fait sien le contenu du Front populaire, il a renoncé presque totalement à la propagande sur le mot d'ordre de Front populaire. Les travailleurs évoquent en effet derrière cette notion les grandes manifestations unitaires des années 34, les grèves sur le tas de juin 1936. Tout appel systématique à l'instauration d'un Front populaire équivaldrait pour eux à une incitation à de nouvelles luttes de masses qui, dans les conditions actuelles, poseraient rapidement des problèmes révolutionnaires.

NOUVELLE

décision ne pourrait être acceptable que si elle était accompagnée de l'élaboration d'une tactique révolutionnaire, visant à dénoncer toutes les tentatives bourgeoises d'union européenne, à appeler les masses à se mobiliser pour leurs Etats-Unis d'Europe.

A cela, certains répondront qu'une telle décision favorise l'esprit de détente et permet de jeter les bases d'une unité d'action internationale avec les partis sociaux-démocrates. Quelle unité, encore une fois, que celle qui s'effectuera en dehors de la lutte des masses, sur le programme de bricolage réformiste qui caractérise la politique européenne de tous les partis sociaux-démocrates. Le tournant annoncé par M. Thorez ravira sans doute certains milieux de gauche ; il ne saurait, à longue échéance, satisfaire les militants d'avant-garde qui, dans le P.C.F., luttent pour que leur parti adopte des perspectives claires, sur les questions européennes comme sur les questions françaises.

FS DU CONGRÈS

ne pas dépasser, isole les opposants réels de ceux qui demain peuvent devenir des opposants résolus à leur tour.

Ces considérations n'ont rien d'abstrait ; elles sont tirées de la situation même du Parti. Que le Bureau politique cherche à contrôler tous les mouvements qui se développent en dehors de sa propre initiative, on peut en trouver la preuve dans l'attitude du Parti sur les problèmes de la jeunesse. Cette dernière est entrée dans la lutte politique, par le canal des manifestations contre la guerre d'Algérie. L'U.J.R.F. a été incapable de profiter de cette mobilisation et les jeunes, à l'heure actuelle, éprouvent le besoin d'un organisation qui, tout en leur laissant l'initiative de leurs formes de lutte, leur fournisse un programme révolutionnaire. La direction du P.C.F. a sacrifié sans regret l'U.J.R.F. et décidé rapidement de reconstituer les Jeunesses Communistes, dont elle condamnait le principe il y a peu de temps encore. Profitant du prestige que les luttes anciennes confèrent au nom de Jeunesses Communistes, elle pense éviter ainsi la nécessité d'élaborer le programme d'action dont ont besoin tous les jeunes. Elle pense surtout pouvoir ainsi contrôler plus étroitement le

développement de leur lutte. A preuve cette déclaration de J. Duclos, dans une réunion intérieure : « Il faut que la plus grande partie des membres des jeunes soient en même temps membres du Parti,

L'OPPOSITION AGIT ET LUTTE

L'existence de nombreux opposants au sein du Parti est un fait connu ; c'est, il faut le répéter, contre eux qu'a été organisé le congrès. Pour mieux isoler ceux qui remettaient en question la ligne ou les parties essentielles de cette ligne, Maurice Thorez et son équipe ont été amenés à faire des concessions sur les positions politiques qui, dans la discussion, avaient suscité les critiques de l'écrasante majorité des militants : l'appréciation de l'affaire yougoslave, le mot d'ordre d'Union Française.

Dans le premier cas, le recul a été net, puisque les thèses ont été amendées jusqu'à reconnaître une partie des « erreurs » commises à l'encontre des Yougoslaves ; dans le second, les corrections proposées par Léon Feix sont plus apparentes que réelles, puisqu'on maintient l'idée d'une Union avec les peuples colonisés. Il est certain aussi que l'intervention de l'U.R.S.S. en ce qui concerne la Yougoslavie, l'abandon par les partis bourgeois du concept d'Union Française n'ont pas été sans influencer sur les décisions du Bureau politique. Il n'en est pas moins nécessaire d'enregistrer parallèlement le poids dont

UNE DIRECTION FERME ET UNIE

Ayant faussé la discussion préparatoire au congrès, ayant imposé ses vues politiques, le groupe dirigeant devait, selon les règles de l'art bureaucratique, couronner sa besogne en se faisant plébisciter à la direction, et en discréditant ses critiques.

Le premier objectif fut pleinement atteint par la reconduction de la direction sortante. Non que celle-ci n'ait connu, au C.C. comme au B.P., des divisions internes ; mais toutes les dissensions se sont trouvées momentanément étouffées par l'accord passé avec le P.C. d'U.R.S.S. et aussi par l'incontestable succès personnel que s'est assuré Thorez dans cette affaire. Et la seule chose qui restait à faire était de montrer un visage uni face aux critiques. Ainsi fut fait, le seul changement apporté consistant en l'octroi d'une prime de bons et loyaux services à une

PERSPECTIVES DU P. C. F.

Les derniers remous du congrès vont en s'apaisant. Momentanément raffermissés dans leurs positions, Thorez et ses adjoints vont essayer de faire durer encore leur domination. L'issue des luttes qui se préparent en France dépend dans une large mesure de l'évolution interne du P.C.F. C'est pourquoi tout le mouvement ouvrier est directement intéressé par les perspectives de développement à l'intérieur du parti communiste.

M. Thorez a déclaré que les opposants qui voulaient voir modifier le régime du Parti étaient « très rares », qu'ils se recrutaient quasi-exclusivement parmi les éléments petits bourgeois. Il possède un talent certain pour arranger la réalité suivant ses propres besoins. Mais ses affirmations possèdent une base réelle : à l'heure actuelle, les militants les plus critiqués, qui opposent une ligne à celle de la direction, sont une minorité, dont les principaux cadres se recrutent parmi les intellectuels. Ce phénomène n'a rien de surprenant : de par la nature même de leurs occupations, et des problèmes qui se posent à eux, ils sont très naturellement les premiers à pouvoir aborder les questions les plus générales soulevées par la situation. Ils ne font que devancer une évolution politique qui sera celle des militants communistes les plus intégrés au mouvement ouvrier, dès que les exigences de la lutte de classe leur feront toucher du doigt le caractère de l'orientation de leurs dirigeants.

Aussi faut-il déclarer catégoriquement que, quelle que soit leur origine sociale, tous les militants qui demandent une étude marxiste de la situation en U.R.S.S., qui réclament la démocratie dans leur parti, qui cherchent, à propos de l'Algérie ou des voies du socialisme, à définir une politique de classe, représentent à l'heure actuelle les éléments d'un courant de gauche. Et la nouveauté révélée par toute

car nous ne pouvons tolérer que la direction de l'Union des Jeunesses tombe entre les mains de moins de 25 ans, et se laisse entraîner par les groupuscules trotskystes ».

a posé l'opinion d'une grande partie des militants.

Ayant ainsi donné à la discussion une apparence démocratique, la direction n'en était que plus décidée à frapper les plus résolus et les plus conscients de ses opposants. Dans son rapport, Thorez a révélé qu'un certain nombre de camarades avaient réclamé la constitution de fractions, qui seraient représentées dans les organismes dirigeants proportionnellement au nombre de suffrages recueillis dans les votes du Parti ; d'autres ont exigé l'organisation d'une discussion prolongée ; d'autres enfin ont critiqué l'« ouvriérisme » de la direction. Ce sont là les opposants dangereux. M. Thorez a demandé le droit de les rappeler à l'ordre, voire de les exclure. Il sait mieux que personne que la direction qu'il a constituée autour de lui ne se maintiendra que tant que durera le monolithisme du Parti. Et toutes les critiques qu'il a citées, en omettant soigneusement d'ailleurs de mentionner les critiques politiques qui les accompagnaient le plus souvent, sapent à la base, sous des formes plus ou moins nettes, les principes bureaucratiques.

trentaine de militants qui, de Théo Vial à Guy Besse, avaient montré leur dévouement.

L'opération calomnie fut menée avec une non moins égale maestria. Elle partit du fait que les intellectuels du Parti avaient été à l'avant-garde de l'opposition. Etant d'origine petite bourgeoisie, leurs arguments ne pouvaient qu'être eux-mêmes petits bourgeois. Logique irréfutable des champions de la dialectique qui se sont illustrés par de si brillants intermèdes sur le tout et la partie lors du vote des pouvoirs spéciaux. Une fois admis ce syllogisme, toute critique juste était classée comme erronée du seul moment qu'elle était exprimée par un intellectuel. Sur cette base, toute une série de sales manœuvres furent entreprises. L'intervention où F. Joliot-Curie vint, sans comprendre la portée de ses affirmations, donner à la direction un brevet de démocratie doit être replacée dans ce cadre.

la préparation du 14^e congrès c'est que ces militants ne sont plus isolés mais représentent déjà une avant-garde qui tend à se constituer.

Il est faux de dire qu'elle est exclusivement constituée de petits bourgeois ; il est encore plus faux de ne voir d'opposition dans le parti communiste que dans les manifestations publiques d'Hervé ou Morgan.

Les conséquences irréversibles de la déstalinisation, les problèmes posés par la situation française soulèveront des problèmes qui feront éclater la divergence entre la volonté révolutionnaire de la base et la politique droitière de la direction. Car une des caractéristiques principales du 14^e congrès n'est pas tant le renforcement passager du Bureau politique que sa totale carence politique.

C'est de cela que l'on peut tirer l'assurance de nouveaux développements au sein du P.C.F. Quand ils se produiront, une nouvelle étape sera ouverte, au terme de laquelle se trouve le règlement définitif de toutes les difficultés, de toutes les tares engendrées par le régime bureaucratique du Parti.

ELABORER UNE LIGNE CLAIRE.

L'existence d'une avant-garde consciente sera d'une exceptionnelle utilité lorsque se poseront ces problèmes nouveaux. Aux militants communistes de définir d'après leur expérience les formes tactiques qui leur permettront d'aborder efficacement, au sein de leur parti, cette étape.

Mais, s'ils sont su éviter toute tentative de les isoler, leur intervention sera d'autant plus efficace que leurs positions seront politiquement claires. Le moment est donc venu d'engager une discussion qui permette à toute l'avant-garde marxiste révolutionnaire de définir ses positions sur les perspectives de la révolution socialiste en France et dans le monde.

Jean ROBLIN

Regroupement révolutionnaire et réunification trotskyste

L'évolution de la situation en France et l'évolution du mouvement communiste à la suite du 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. rendent l'intervention du courant révolutionnaire plus nécessaire que jamais.

Cette intervention est dans une importante mesure affaiblie par la division des révolutionnaires et plus particulièrement par la scission de ceux qui se revendiquent du trotskysme. Au

moment où celui-ci se trouve revalorisé, auprès de militants communistes, combien d'entre eux se demandent : mais pourquoi ne s'entendent-ils pas ?

Récemment un certain nombre de militants qui, soit ont appartenu autrefois au P.C.I., soit ont sympathisé avec lui, et des militants de la Fédération Communiste Libertaire — stimulés par les événements — ont rédigé l'appel suivant :

Appel pour l'unité de front des révolutionnaires

Les militants soussignés, animés du désir de trouver les moyens de surmonter l'actuelle division du Mouvement Révolutionnaire, vous demandent de vous associer à leur initiative.

Tous, nous ressentons péniblement cet état de choses dans une période où tout rappelle impérieusement qu'il faut unir nos forces. Le meeting unitaire de la salle des Horticulteurs nous a montré les immenses possibilités de l'union.

1) Sous la couverture d'un gouvernement socialiste à soutien communiste la bourgeoisie française lance le peuple de France dans la guerre contre la Nation algérienne.

Tous ceux qui sont contre cette guerre colonialiste, pour la réelle auto-détermination des peuples, pour la défense de leurs droits fondamentaux, doivent unir leur action.

2) Des centaines de milliers de jeunes du contingent ou rappelés partent pour la sale guerre d'Algérie.

Leur révolte, leur indignation se manifeste de plus en plus violemment. Leurs manifestations, mutineries et insoumissions se multiplient. Mais les directions des organisations traditionnelles de la classe ouvrière (P.C.F., P.S., C.G.T. et F.O.) se dérobent devant la nécessité d'organiser nationalement l'opposition active à la guerre.

PIRE! en votant les pouvoirs spéciaux, les députés socialistes et communistes donnent au gouvernement le moyen de faire et d'intensifier la guerre. Et pourtant l'immense majorité de la population condamne cette guerre.

Il est urgent, il est indispensable d'unifier tous les efforts.

3) Les forces supplétives de la bourgeoisie : fascistes des Volontaires de l'Union Française, de Jeune Nation, de l'Action Française, de l'U.D.C.A., bénéficient de la complicité active de la police et de l'appui politique ouvert du ministre Bourguès-Maunoury et des juges militaires au garde-à-vous (voir l'affaire des fuites). Ils attaquent nos réunions à coups de barres de fer, de grenades et de gaz lacrymogènes.

Pour mettre fin à l'activité fasciste, il faut immédiatement s'unir pour mettre sur pied les premiers groupes de combat ouvriers antifascistes.

4) L'appareil d'Etat, instrument répressif de la bourgeoisie, fonctionne sous Guy Mollet avec une violence bien plus grande que sous E. Faure, contre le Mouvement Ouvrier (y compris contre les organisations et militants du Parti Socialiste). Tous sont frappés par la répression. Les journaux sont saisis, « Le Libertaire », « La Vérité », « L'Humanité », etc., des militants sont inculpés et emprisonnés. A peine Pierre Morain, de la Fédération Communiste Libertaire, sort-il de neuf mois de prison cellulaire, que Janine Weil, membre du Groupe Bolchevick-Leniniste et Bouvet, Minguet et Franck, du Parti Communiste Internationaliste, sont mis en prison par les juges militaires dans les plus pures conditions d'arbitraire et d'illégalité.

5) Le développement de la guerre d'Algérie aggrave les conditions de vie des travailleurs. L'absence d'une lutte coordonnée contre la guerre perpétue le morcellement des luttes syndicales et les réduit en grande partie à l'impuissance.

A l'inverse une lutte unifiée contre la guerre d'Algérie rendrait plus efficace et permettrait l'unification des mouvements revendicatifs.

6) Quelles que soient les divisions internes du Mouvement Algérien, et l'utilisation que tente d'en faire la Bourgeoisie, nous sommes solidaires de la totalité du Mouvement d'Indépendance Algérien.

Camarades,

L'unité d'action nous semble donc possible sur les points suivants :

- 1) Contre la guerre colonialiste et pour la solidarité active avec l'ensemble du Mouvement d'Indépendance ;
- 2) Pour le retrait immédiat du contingent et des disponibles ;
- 3) Pour la défense des libertés démocratiques ;
- 4) Pour l'organisation des groupes de combat ouvriers antifascistes.

Camarades,

L'absence actuelle d'Unité d'Action est un handicap quotidien à l'activité. L'unité d'action décuplera les possibilités. Nous ne nions pas les divergences entre organisations d'avant-garde. Mais sur les points les plus décisifs, la coordi-

nation de leurs efforts est dès maintenant réalisable.

Nous savons que l'unité organique ne se fera pas du jour au lendemain. La solution sera trouvée dans la marche en avant. L'unité d'action, la confrontation fraternelle des désaccords, la recherche d'accords précis d'action et de propagande sur des points concrets, le développement consciemment recherché de l'esprit unitaire, créeront des conditions meilleures pour préciser la solution d'organisation. Nous ne perdons pas de vue qu'une discussion approfondie sera nécessaire pour l'élaboration des bases fondamentales du Parti.

Chacun comprend que l'état de choses actuel dans l'avant-garde constitue le frein principal à la réorganisation, à la régénérescence, à la reconstruction du Mouvement Ouvrier Révolutionnaire en France. Chacun comprend aussi les immenses possibilités de construire le nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

La crise du P.C.F. annonce de grands ébranlements dans les masses. Sans vouloir trancher à l'avance des formes que peut prendre la crise, nous devons être conscients de ce fait, elle est l'événement historique qui bouleversera la structure de la classe ouvrière française et donnera à l'idée du Parti Révolutionnaire sa réalité. De nombreux membres du P.C.F., de nombreux exclus ou démissionnaires de ce Parti sont mis en mouvement et cherchent leur voie. Ils constituent des cadres et militants du futur Parti Ouvrier Révolutionnaire.

La division de l'avant-garde les repousse et les désoriente. L'union de l'avant-garde hâtera leur prise de conscience politique, leur rendra confiance en l'avenir, facilitera décisivement leur réorganisation sur des bases révolutionnaires.

Tous ensemble au travail pour préparer l'avenir du nouveau parti dont la classe ouvrière a besoin !

Notre réponse

Notre organisation a répondu à ces camarades dans les termes suivants :

Le Bureau Politique a pris connaissance de votre document et a entendu un rapport de l'entrevue entre votre délégation et nos camarades.

La question de fronts uniques sur des questions précises ne soulève aucune difficulté. Par contre, dans le cas de groupes d'avant-gardes, la question d'un front unique sur des problèmes généraux, de manière plus ou moins permanente conduit aussitôt à la question de l'unification.

Pour nous, c'est le problème de l'unification qui est essentiel et c'est l'unification qui peut seule apporter une amélioration à la situation de l'avant-garde.

Concrètement, cela veut dire en premier lieu l'unification entre le groupe Lambert et nous. A ce sujet, nos efforts directs ont échoué. Nous ne renonçons pas à soulever à nouveau le problème. Mais, dans les conditions présentes, nous sommes particulièrement heureux d'interventions comme les vôtres qui peuvent contribuer à créer une situation nouvelle dans la question de l'unification. Nous ne pouvons donc que vous adresser tous nos encouragements à poursuivre vos efforts. Vous pouvez être certains que s'ils donnent les moindres possibilités de discussion en vue d'une unification, nous répondrons présent.

Nous voulons ajouter ici quelques observations.

Il n'y a pas de difficulté quand il s'agit d'une action précise, par exemple pour la lutte contre la répression.

La situation se présente moins simplement dès qu'on aborde une question générale. Par exemple il n'y a certainement aucune divergence sérieuse de principe à l'égard de la révolution nord-africaine. Il suffit de lire les divers journaux d'avant-garde pour s'en rendre compte. On ne peut se borner à une attitude de principe dans un texte. Il faut dire aux militants et aux ouvriers ce qu'il faut faire contre la guerre d'Algérie, comment lutter. Et là, nous en arrivons nécessairement aux problèmes qui ont plus particulièrement divisé les trotskystes.

Faut-il dépenser l'essentiel de nos énergies à appeler les masses d'une manière indépendante à l'action, tout en sachant par avance que de tels appels n'auront qu'un écho très faible ? Ou bien faut-il miser sur les possibilités d'intervention au sein du mouvement ouvrier tel qu'il est, c'est-à-dire sous le contrôle général de la direction du P.C.F., et consacrer le plus gros de ses efforts pour pousser autant que possible et aussi loin que possible le mouvement des masses dans le cadre politique où il évolue actuellement — avec bien entendu la perspective que l'action dans son développement ira au delà des plans des bureaucrates qui la dirigent ?

Et, ce qui est vrai pour la question de la révolution nord-africaine se pose aussi pour tous les domaines d'activité, hormis la propagande théorique générale.

C'est là le problème le plus crucial pour l'avant-garde révolutionnaire de ce pays et nous en avons eu une démonstration récente de plus. Partis de conceptions théoriques éloignées de celles des trotskystes, les camarades de la F.C.L. après des divisions au sein du mouvement anarchiste, ont évolué vers des positions les rapprochant du marxisme révolutionnaire. Un des éléments qui, à notre avis, a beaucoup pesé sur eux, c'est le fait que la très grande majorité des ouvriers révolutionnaires de ce pays est organisée sous la direction du P.C.F.

Les camarades de la F.C.L. ont poursuivi une orientation visant à la fois à collaborer à la base avec les membres du P.C.F. et à poursuivre surtout par leur journal une agitation pour une action indépendante. Ils viennent ces jours-ci d'ajuster leur activité en décidant de remplacer « le Libertaire » par un organe orienté plutôt vers les militants.

Il n'y a pas de doute qu'une unification de toutes les forces révolutionnaires aboutirait à davantage qu'une addition des forces actuellement organisées ; mais il n'y a également pas de doute que cela ne changerait substantiellement pas le rapport des forces dans la classe. En tout cas, il n'est pas possible de surmonter la situation présente sans une discussion préalable sur la manière d'employer les forces dont nous disposons dans le tableau général du mouvement ouvrier français.

Dans les circonstances actuelles, le regroupement des révolutionnaires est avant tout conditionné par la question de la réunification des trotskystes. Ce n'est pas faire injure aux membres de la F.C.L. que de dire que leur évolution vers le marxisme, favorisée d'une part par l'existence du fort mouvement ouvrier à direction P.C.F., est gênée d'autre part par la division des trotskystes. S'il n'y avait pas cette division, non seulement les camarades de la F.C.L. mais aussi d'autres militants révolutionnaires seraient aujourd'hui fortement attirés par les trotskystes.

En réponse à l'appel que nous avons reproduit ci-dessus, le groupe Lambert a répondu : « quelle que soit l'importance des questions programmatiques (et en tant que trotskystes nous sommes certainement les derniers à les sous-estimer), nous refusons de nous engager dans de stériles et décevantes discussions à caractère prétendument théorique ».

C'est là un refus d'envisager la réunification des trotskystes, même s'il est couvert d'une affirmation pour un front unique contre la guerre d'Algérie.

Nous ne voyons dans cette opposition entre l'action commune préalable contre la guerre d'Algérie et les discussions « stériles et décevantes » qu'un prétexte pour éviter d'envisager sérieusement la question de la réunification. Nous comprenons l'embarras que doit avoir le groupe Lambert à une discussion sur la question de l'U.R.S.S. et du stalinisme. Nous comprenons que leur embarras est d'autant plus grand que, tandis qu'ils voient dans le 20^e Congrès une victoire de la bureaucratie, le S.W.P. des Etats-Unis sur lequel ils s'étaient appuyés contre nous prend sur ces questions une position voisine pour ne pas dire identique à la nôtre.

Opposer l'action à la discussion théorique, c'est en l'occurrence refuser d'envisager la réunification. Ce n'est pas sous-estimer la révolution nord-africaine que d'affirmer l'importance de ce qui se passe en U.R.S.S. et d'en étudier les conséquences sur le mouvement ouvrier international.

La situation objective œuvre au regroupement des forces révolutionnaires. Des camarades non organisés politiquement et des camarades de la F.C.L. ont pris une initiative à cet effet. Nous la saluons. Nous sommes certains qu'elle contribuera à affaiblir les résistances. Quant à nous, nous sommes prêts à tout instant à participer, sans aucun esprit ultimiste à toute action concrète comme à toute discussion visant à une réunification des trotskystes et au regroupement des forces révolutionnaires.

Chez Renault

Pas de nouveaux compromis honteux

La « Vérité des Travailleurs » a relaté dans son dernier numéro dans quelles conditions les syndicats C.G.T., F.O., C.F.T.C. et S.I.R. avaient appelé au débrayage d'une heure le 29 juin, chez Renault. Les derniers événements éclairaient singulièrement le sens des accords-contracts type Renault. Le compromis laborieusement élaboré en septembre connaît ses jours sombres.

Ainsi se vérifie une fois de plus le fait que « ce que les patrons donnent de la main droite, ils le reprennent de la gauche ».

Ce qui est proprement bouleversant pour les syndicats réformistes c'est la rapidité avec laquelle le patronat remet en cause leurs concessions passées. Comment s'exprime Dreyfus, président-directeur général de la R.N.U.R.

« L'accord du 15 septembre prévoyait qu'indépendamment des 4 % garantis, la Direction POURRAIT (en caractère gras dans la lettre de Dreyfus) prendre des décisions tendant au maintien du pouvoir d'achat, au cas où le coût de la vie augmenterait. C'est exact. Mais j'ai refusé catégoriquement d'instituer une échelle mobile...

Les précautions grammaticales avaient un sens. C'est en quoi les opportunistes sont particulièrement condamnables. En escamotant LE RÔLE DE LA CLASSE OUVRIÈRE NATIONALEMENT en septembre, en s'attribuant tout le MÉRITE des AVANTAGES obtenus, en n'éclairant PAS les ouvriers sur la précarité de tels compromis, F.O. et C.F.T.C. n'ont en rien déve-

loppé la confiance en leurs propres forces des ouvriers et leurs initiatives pour aller de l'AVANT. Ils portent en eux la COUARDISE des bureaucrates réformistes.

Après le salut de la C.G.T. à l'unité retrouvée, F.O., C.F.T.C., S.I.R. et C.G.C. la rompent, sortent une affiche dans laquelle EUX, SYNDICATS SIGNATAIRES, FIXENT un rendez-vous à Dreyfus le 15 septembre, jour anniversaire de l'accord, demandent le bilan de l'accord depuis 1955 et sont prêts à prendre leurs responsabilités!

La perche est tendue. Que va faire Dreyfus? Si l'on en croit la petite phrase contenue dans sa lettre: « Et nous devons, en outre, refuser des milliers de candidatures », il est sûr que l'exemple d'Angleterre (à la B.M.C.), le plein emploi la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la création d'une armée de réserve pesant sur les salaires, etc., lui trottent singulièrement par la tête.

La C.G.T. est pour sa part, SIGNATAIRE avec réserves de l'accord, mais considérée comme adhérente simplement par la direction, ce qui permet à celle-ci de l'écartier de TOUTE DISCUSSION, elle vient d'adresser une lettre ouverte aux autres syndicats (F.O., C.F.T.C., C.G.C. et S.I.R.) dans laquelle, elle demande à être reçue en même temps que ceux-ci par la Direction.

Elle refait l'historique des conditions dans lesquelles l'accord fut signé, (sic), après consultation des syndiqués C.G.T. (sic) (nos lecteurs se rappellent comment le « morceau » fut enlevé par B. Frachon et le bureau fédéral), et conclut sur l'UNITE à laquelle le personnel est très attaché, le développement de l'action, etc.

Il y a 3 semaines, la direction du syndicat affirmait à ses militants que les 17 appels communs dans les départements avaient contraint les autres syndicats à l'unité. Aujourd'hui, dans la mesure où les autres syndicats reprennent leur propre chemin, elle en conclut que l'unité à la base n'est pas assez solide, la preuve en est qu'il n'y a eu que 3 appels communs depuis le 29 juin.

A aucun moment, elle n'a expliqué la manœuvre de F.O. et C.F.T.C. utilisant pour ses propres objectifs, sans revendications, sans aucune forme démocratique d'association des ouvriers à l'action, sans meeting, etc. C'est lorsque les ouvriers n'ont plus aucun contrôle de l'action que de telles manœuvres sont possibles. L'unité n'est concevable que sur les revendications ouvrières en dehors des combines.

Quoi qu'il en soit, la rentrée de vacances est riche de promesses. Des mouvements se préparent un peu partout, les ouvriers le sentent.

Demain sera fait de ce que les ouvriers imposeront.

Une tendance ouvrière à ne pas négliger

LA MINORITÉ DE LA C. F. T. C.

Les élections du 2 janvier ont fait ressentir une incontestable remontée de l'influence des partis ouvriers dans la classe ouvrière. Remontée plus importante pour la S.F.I.O. que pour le P.C.F. Mais alors que le P.C.F. conserve intacte son influence syndicale, on constate que F.O. qui avait été à l'origine l'appendice syndical de la S.F.I.O. perd de plus en plus son influence au profit de la C.F.T.C.

Rappelons les résultats des élections de la Sécurité sociale de novembre 1955: C.G.T., 43 %; C.F.T.C., 21 %; F.O., 16 %.

Voici un autre résultat qui donne fortement à réfléchir: Dans les trois chantiers de constructions navales de Nantes, qui emploient 7.000 ouvriers, et où ont eu lieu les héroïques grèves d'août-septembre 1955, alors que les élections des délégués du personnel donnaient en 1951: 55 % des voix à la C.G.T., 24 % à la C.F.T.C. et 16 % à F.O., ces mêmes élections viennent de donner, en 1956: 50 % à la C.G.T., 40 % à la C.F.T.C. et 6 % à F.O.

L'existence des syndicats autonomes, d'une large couche anarcho-syndicaliste à F.O., par ailleurs abstentionniste aux élections politiques, et d'une frange social-démocrate demeurée dans la C.G.T. en 1947, ne permet pas d'expliquer l'ampleur du phénomène. Il faut bien se rendre à l'évidence: Alors que la S.F.I.O. regagne une partie de son influence dans la classe ouvrière, une partie de ses troupes quittent F.O., son appendice syndical, pour entrer dans la sphère d'influence de la C.F.T.C.

Ceci mérite un sérieux examen:

Il n'y avait que deux partis ouvriers aux élections du 2 janvier, et les ouvriers ont manifesté leur esprit de classe en votant en masse pour ces deux partis, même si toute la politique de collaboration de classes (explicite pour la S.F.I.O., implicite pour le P.C.F.) n'était pas sans leur inspirer une certaine méfiance. Mais sur le plan syndical il y a trois grosses centrales ouvrières. L'existence de la direction stalinienne barre la route à un passage massif des ouvriers social-démocrates dans les rangs de la C.G.T. Alors, devant toute la veulerie de la direction F.O., une couche importante des ouvriers social-démocrates s'est ralliée à la C.F.T.C.

Mais encore fallait-il qu'ils trouvent dans la C.F.T.C. un autre usage que celui du « syndicalisme jaune » présenté par les Tessier, les Bouladoux, les Levrard, encore fallait-il qu'ils trouvent dans la C.F.T.C. une tendance social-démocrate, moins compromise que F.O. et qui leur apparaisse comme un progrès sur F.O. C'est alors qu'ils ont rencontré la minorité de la C.F.T.C.

Alors que la majorité M.R.P. de la C.F.T.C. est surtout puissante dans le Nord et l'Est de la France et dans les fédérations de l'autocratie ouvrière (cadres, fonctionnaires, etc.), la minorité s'est développée depuis 7 ou 8 ans dans le Sud-Est (Rhône, Loire, Isère, etc.), et dans l'Ouest (Normandie, Bretagne) mais de peu d'influence dans la région parisienne et, organisa-

tionnellement dans les Fédérations les plus ouvrières de la C.F.T.C. (Métaux, Produits chimiques, Bâtiment, E.D.F., Alimentation), où elle est majoritaire, ainsi que dans l'Enseignement, la Banque, les cheminots et les travailleurs de l'Etat. C'est une tendance typiquement social-démocrate et offre à ce titre de fortes différences entre les « penseurs » de sa droite et la gauche de sa base militante. C'est au travers, entre autres, de ses interventions au congrès confédéral de mai 1956, de son bulletin « théorique »: « les cahiers des groupes Reconstruction » et des publications des Fédérations ou Unions qu'elle dirige qu'on peut en préciser la

nature.

La Minorité se réclame du « Socialisme Démocratique », un « socialisme non-marxiste, humaniste, anti-autoritaire ». Ce non-marxisme qui résulte d'une confusion, inconsciente pour les uns et consciente pour les autres, entre le stalinisme et le marxisme ne va pas sans quelques emprunts au marxisme et au léninisme. Elle reproche à la Majorité d'ignorer que... « la propriété privée des moyens de production est le fondement même du capitalisme » et qu'une société sans classes qui maintiendrait cette propriété est un « être imaginaire ». Elle lui rappelle que « ... il y a beau temps que la marche de l'économie française ne résulte plus de la gestion d'un grand nombre d'entreprises, mais avant tout de la stratégie de quelques groupes d'entreprises (C.G.E., Schneider, Pâchney, Michelin, etc.) à financement autonome qui exercent un véritable dirigisme privé des investissements et des implantations industrielles avec l'aide si besoin des grandes banques d'affaires ». (Congrès de mai 1955.) Mais ces quelques emprunts timides au marxisme-léninisme laissent de grands trous que les « Cahiers de Reconstruction » s'efforcent de combler avec des emprunts beaucoup plus larges aux théories bourgeoises de Keynes et de Berle.

Il y a belle lurette que de telles « théories » non-marxistes ont cours dans la social-démocratie. D'ailleurs, la Minorité de la C.F.T.C. se réclame plus ou moins du travailisme à la mode britannique. Mais alors que ses « penseurs » (humanistes chrétiens) se réclament de Crossman et de Healey, sa base militante voudrait beaucoup plus ressembler à la gauche de Bevan, sans d'ailleurs comprendre que le bevanisme est un produit du complexe du mouvement ouvrier britannique, tellement peu renouvelable en France que sa seule expression politique s'est limitée aux cercles de « France-Observateur ».

L'adoption des théories de Keynes et de Berle (la pression de puissants syndicats obligent le capitalisme à réaliser les préconditions socialistes — « reconversion », suppression du secteur d'excédent de la production, productivité, etc. — et l'oblige à tenir son rôle « responsable », renonciation à la guerre atomique, etc.) dispense évidemment les « penseurs » de la Minorité C.F.T.C. d'engager les masses dans la destruction du capitalisme et de son appareil étatique de domination, bien qu'elle proclame que « le choix n'est pas entre le socialisme totalitaire et bureaucratique du stalinisme et le monde bourgeois capitaliste décadent qu'on « humaniserait », mais entre le stalinisme et un socialisme non de parti mais de conception économique », la négation et la méconnaissance du marxisme, le refus de la destruction révolutionnaire du « capitalisme décadent », l'apaisement en fin d'analyse à essayer... « d'humaniser » le capitalisme à l'aide de Mendès-France et des « socialistes de parti » de la S.F.I.O.!

(A suivre) C. LAUJEN

LA « VERITE DES TRAVAILLEURS » REPRENDRAS A PARUTION BI-MENSUELLE LE 10 SEPTEMBRE.

Nous sommes contraints de suspendre encore cette année notre publication au cours du mois d'août. Nous nous efforcerons de mettre à profit cette relâche pour préparer un meilleur départ du journal à l'automne. Nous désirons améliorer son contenu et élargir, surtout, sa diffusion.

Il n'est pas besoin de souligner que le concours de tout le monde nous est nécessaire à effet. Il nous faut une collaboration toujours plus large, des correspondants plus nombreux. L'aide de chacun s'impose également pour une meilleure diffusion du journal, étant donné les moyens limités dont nous disposons pour notre publication et notre tirage restreint.

L'effort nouveau que représente la publication bi-mensuelle a imposé à tous nos militants de nouveaux sacrifices financiers. Nous demandons à tous nos lecteurs et sympathisants de ne pas oublier « La Vérité des Travailleurs » au cours des vacances et de nous faire parvenir leurs souscriptions qui sont nécessaires pour garantir la vie du journal.

SOUSCRIPTION POUR LA « VERITE DES TRAVAILLEURS » BI-MENSUELLE.

J. Goujon	400
Lag.	200
Richant	3.000
Un ami vietnamien	500
Emile	600
Duval	1.200
Régnier	2.000
Ermont	800
Total	8.700
Total précédent	22.600
Total général	31.300

Faire la Paix ! Faire payer les Riches !

(Suite de la page 1)

pas lieu dans l'immédiat les problèmes sont posés par toute la situation française. Le mécontentement, les revendications et les grèves nées de la hausse des prix et du retard des salaires ne sont pas seulement revendicatifs, syndicaux comme voudraient le faire croire les chefs ouvriers réformistes, ils contiennent toute la colère et l'opposition à la guerre. Toute revendication un peu ample pose les questions : qui paye la guerre — pourquoi continue-t-on la guerre — comment avoir un gouvernement qui y mette fin ? Le mécontentement ouvrier ne pose pas seulement des problèmes de salaire mais les plus grands problèmes politiques et il ne les pose pas dans l'abstrait mais directement aux dirigeants des organisations ouvrières.

Nul ne peut nier que la classe ouvrière et de larges couches autour sont prêtes à combattre. Les travailleurs sont forts, ils se savent forts, le chômage ne les menace pas et leur colère est grande.

JOHN G. WRIGHT.

Nous apprenons la mort en juin 1956, à l'âge de 52 ans, du camarade John G. Wright (pseudonyme de Joseph Vanzler). Né à Samarkande, en Asie centrale, il fut amené par sa famille aux Etats-Unis, alors qu'il était encore un enfant. Il fit ses études de chimiste à l'Université de Harvard et fut attiré par les œuvres de Marx et Engels. Dans les années 1930, il adhéra au mouvement trotskyste américain.

Une de ses plus importantes contributions à la cause de la révolution a été la traduction en anglais de nombreuses œuvres de Trotsky : L'Internationale communiste après Lénine, La Révolution défigurée, les œuvres rassemblées dans les deux livres constituant « Les 5 premières années de l'Internationale communiste ».

Nous adressons nos condoléances attristées au Socialist Workers Party pour la mort du camarade John G. Wright.

Non seulement à cause de la hausse du coût de la vie mais en général ils honnissent les exploités et les gouvernants qui cyniquement dépensent un milliard par jour pour la guerre mais laissent les maisons en ruine et les écoles sans instituteurs. Ils l'ont déjà exprimé lors du départ des rappelés dans de multiples manifestations. Celles-ci n'ont été ni coordonnées ni systématiquement étendues par les chefs ouvriers mais la colère des travailleurs n'a pas été brisée pour cela. Au contraire elle est en réserve et peut donner une force sans précédent aux combats pour les salaires.

Mais les luttes les plus grandes ne régissent rien de définitif par elles-mêmes. La lutte comme la guerre est un moyen et ce qui compte ce sont les objectifs que l'on se fixe. Ils déterminent l'ampleur de la lutte et les conditions pour sa cessation. C'est le problème politique qui est posé. La classe ouvrière, les militants, les chefs ouvriers combattent-ils pour vaincre l'ennemi de classe, le briser ou pour faire un compromis avec lui ? Il n'y a pas de doute que les travailleurs du rang veulent chasser les fauteurs de guerre et leur gouvernement, ils veulent un gouvernement qui gouverne enfin pour eux. Mais les chefs le veulent-ils ? Sont-ils décidés à préparer la grande lutte qui est possible et à appeler les travailleurs à la mener tous ensemble

jusqu'à imposer la paix en Algérie, l'expropriation des trusts et des banques et l'instauration d'un gouvernement des partis ouvriers travaillant pour et sous le contrôle des travailleurs ?

Les chefs du P.C. arguent du refus des chefs socialistes. Il est vrai que ceux-ci ne cherchent qu'à être des gérants loyaux du capitalisme. Mais ceci n'est pas une excuse. Comment leur imposer de suivre les masses ? Comment soulever les travailleurs socialistes pour qu'ils le leur imposent ? D'une part en disant clairement voilà le gouvernement ouvrier et paysan pour lequel nous vous appelons à diriger les combats qui sont possibles. D'autre part en coupant sous leur pied leur argument préféré : le manque de démocratie d'un gouvernement du P.C. Il faut répondre clairement que de telles erreurs ont été commises mais que depuis leur dénonciation par Krouchtchev elles ne se reproduiront plus, la preuve sera l'élection dans les usines, les quartiers, les régiments, de COMITES DE FRONT UNIQUE contrôlant les actions des chefs et du gouvernement. Tout se tient, si on veut réellement en finir avec la guerre d'Algérie, ses morts, ses crimes et sa misère. Il faut une politique révolutionnaire et donc la démocratie complète

pour les masses. Alors le Front Unique sera imposé aux chefs socialistes, alors le combat ira jusqu'à la victoire.

Malheureusement le 14^e congrès ne montre pas que Maurice Thorez s'engage dans cette voie. Ni en ce qui concerne la lutte pour le pouvoir ni en ce qui concerne la déstalinisation de ses mœurs d'organisation. Le 14^e congrès a insisté sur les voies nouvelles pour aller au socialisme, qui ne sont que les vieilles voies, de ne pas y aller en s'alliant à des Daladier comme en 36 ou à des de Gaulle-Bidault comme en 44-47. Quant à la démocratie la promesse faite par Duclos de créer des commissions d'épuration des opposants se suffit à elle-même !

Dans une telle situation de préparation au combat dans les masses, sans politique de lutte pour la victoire chez les chefs, la responsabilité des militants révolutionnaires dans le P. S. et le P. C. devient immense. C'est à eux de se grouper, de rassembler les travailleurs, de les armer d'une nouvelle perspective.

Mollet et Thorez sont moins forts que le mouvement révolutionnaire des masses et la volonté des militants. Malgré eux, les masses algériennes et françaises peuvent tromper.

JACQUES PRIVAS.

Limites bureaucratique et montée des masses

(Suite de la page 1)

L'idée de Togliatti relative au « polycentrisme » du mouvement communiste, les dirigeants de Moscou ne l'ont pas condamnée au nom de la nécessité d'une véritable Internationale révolutionnaire : c'est l'hégémonie de la direction du P.C. de l'U.R.S.S. qui leur importe. Soulov a donné l'accolade à Thorez, ce « bon ami », précisément parce qu'il n'avait pas, comme Togliatti, montré la moindre faiblesse sur ce point.

Pour qu'une telle direction du P.C. de l'U.R.S.S. conserve son hégémonie, il ne peut bien entendu être question de dégénérescence. Togliatti n'a vraiment pas besoin que nous le défendions, il n'avait certainement pas voulu dire que les formes de propriété avaient été bouleversées du vivant de Staline aux dépens des formes créées par la Révolution d'Octobre. Il s'agissait du régime politique, et de lui seul. Le marxisme qui est un instrument incomparable pour analyser les phénomènes sociaux les plus divers, le marxisme n'a pas, selon les dirigeants soviétiques, à dire son mot pour expliquer un régime qui a duré 30 ans dans le premier Etat ouvrier. (L'explication par l'encerclement capitaliste étant évidemment insuffisante, puisque ce dernier était au moins aussi agressif au temps de Lenine.)

Togliatti avait eu le grand tort d'employer le terme de dégénérescence qui fut celui des anciennes oppositions que Staline extermina physiquement.

Quelle est la nature de ce régime de Staline dont il est défendu de dire que c'est une dégénérescence ? Il suffit de répondre ce que disent aujourd'hui les polonais : bureaucratisme, abus, etc... Cette explication vaut non seulement pour la Pologne, mais aussi pour tous les pays qui ont servilement copié ce qui se faisait en U.R.S.S. du vivant de Staline.

Bureaucratisme : il ne s'agit pas seulement de méthodes administratives. En U.R.S.S., un tel régime est l'expression politique de la direction de couches sociales déterminées, d'administrateurs, de dirigeants d'organisations, de trusts, de banques, de chefs militaires, etc... de couches sociales qui, sur la base des formes de propriété établies par Octobre, exploitant à l'époque l'isolement et le retard du pays et les défautes de la révolution dans le monde, ont exproprié politiquement le prolétariat et étendu leurs privilèges économiques de façon monstrueuse.

C'est encore et toujours la bureaucratie qui dirige le pays à Moscou. Tout en procédant à des tournants, tout en faisant des concessions elle n'a qu'un but : conserver le pouvoir.

Ce qui vient de se passer à Budapest est significatif. Elle a sacrifié Rakosi (comme elle pourra sacrifier demain ce « bon ami » Thorez). Mais il n'est pas question de réintégrer pour l'instant Imre Nagy, pas plus qu'il ne semble être question de réintégrer Gomulka dans le parti polonais. Pourquoi ? L'un et l'autre, probablement à leur corps défendant, se trouvent dans une position où leur réintégration se situerait hors du cadre des manœuvres bureaucratiques et serait en fait la reconnaissance de l'existence d'une autre tendance. Ce qui veut dire que les choses ne se régleraient plus dans le sein de l'appareil et que les masses pourraient être appelées à trancher les différends.

De cela il ne peut être question ; ce serait — comme le dit Boulganine — une « extension douteuse de la démocratie ».

Ainsi, après le trouble qui s'est développé à la suite du 20^e Congrès et du rapport Krouchtchev, les récentes déclarations des dirigeants soviétiques sont très claires. Elles visent à tracer les limites entre ce qui est acceptable pour la bureaucratie et ce qu'elle n'admettra pas.

Mais depuis plusieurs années, et plus particulièrement depuis la mort de Staline, ce n'est pas la première fois que Messieurs les bureaucrates veulent définir les limites de leur « cours nouveau ». Et à chaque fois ces limites ont été franchies.

Les masses ne se sont jamais montrées apaisées par les concessions qui leur ont été faites. Chaque fois leur pression s'est accentuée. Poznan est un indice que nous sommes peut-être maintenant arrivés à un point où la pression résultant du mécontentement, des aspirations nouvelles fera place à une intervention plus active, plus consciente. Une intervention qui commencera à mettre en cause le pouvoir bureaucratique et voudra imposer par la lutte le rétablissement de la démocratie ouvrière, le droit des tendances, le droit aux partis soviétiques, le rétablissement d'organisations syndicales indépendantes.

Les Thorez ont promis un soutien sans limite aux bureaucrates de Moscou. Un Thorez ne pouvait même dire un mot pour les révolutionnaires que Staline a exterminés, car il a chaque fois approuvé les exécutions. Les ouvriers communistes, les militants que les récents développements en U.R.S.S. ont profondément émus, qui veulent comprendre ce qui s'est passé autrefois auront dans la période qui vient à manifester leur solidarité envers le prolétariat soviétique et celui des autres Etats ouvriers luttant pour la victoire de la démocratie ouvrière.